



# Sophia Chikirou

3 langues

Article Discussion

Lire Voir le texte source Voir l'historique Outils



**Sophia Chikirou**, née le 3 juin 1979 à **Bonneville** (**Haute-Savoie**), est une **femme politique française** et **conseillère en communication**.

Militante **socialiste** de 1997 à 2006, Sophia Chikirou rejoint en 2007 **La Gauche moderne**, fondée par **Jean-Marie Bockel**. Après avoir créé le cabinet de communication Médiascop en 2011, elle prend part aux **campagnes électorales** de **Jean-Luc Mélenchon**. Elle devient lors de cette période l'une de ses plus proches conseillères.

Elle participe en 2017 à la création du **site d'actualité Le Média** et en assure la direction jusqu'à son départ en juillet 2018, dans un contexte de crise sociale, éditoriale et financière. En 2021, elle est **élue** au **conseil régional d'Île-de-France**.

Candidate de la **NUPES** dans la **6<sup>e</sup> circonscription de Paris** lors des **élections législatives de 2022**, elle est élue dès le premier tour. Au sein de l'Assemblée nationale, elle rejoint le **groupe La France insoumise**. Elle est **mise en examen** pour « **escroquerie aggravée** » et « **abus de biens sociaux** » en 2024. Elle est réélue, une nouvelle fois dès le premier tour, lors des **élections législatives de 2024** sous l'étiquette du **Nouveau Front populaire**.

Elle est candidate à la **mairie de Paris** lors des **élections municipales de 2026**.

## Situation personnelle

## Famille et formation

Sophia Chikirou naît le 3 juin 1979<sup>1</sup> à **Bonneville** en **Haute-Savoie**<sup>2</sup> et grandit à **Scionzier**<sup>3</sup>. Ses parents sont des **Kabyles** algériens<sup>4</sup>. Son père, ouvrier, aujourd'hui retraité à **Béjaïa**<sup>5</sup> en **petite Kabylie**, est un ancien militant de la **CGT**<sup>6</sup>.

## Sophia Chikirou



Sophia Chikirou en 2025.

### Fonctions

#### Députée française

En fonction depuis le **22 juin 2022**  
(3 ans, 8 mois et 23 jours)

|                  |                                                                 |
|------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Élection         | 12 juin 2022                                                    |
| Réélection       | 30 juin 2024                                                    |
| Circonscription  | 6 <sup>e</sup> de Paris                                         |
| Législature      | XVI <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup><br>(Cinquième République) |
| Groupe politique | <b>LFI-NUPES</b> (2022-2024)<br><b>LFI-NFP</b> (depuis 2024)    |
| Prédécesseur     | <b>Pierre Person</b>                                            |

#### Conseillère régionale d'Île-de-France

En fonction depuis le **2 juillet 2021**  
(4 ans, 8 mois et 15 jours)

|                 |                         |
|-----------------|-------------------------|
| Élection        | 27 juin 2021            |
| Circonscription | <b>Essonne</b>          |
| Président       | <b>Valérie Pécresse</b> |

Elle est diplômée de l'[Institut d'études politiques de Grenoble](#), d'études supérieures spécialisées en [communication politique et sociale](#) et titulaire d'un [master 2](#) en [ressources humaines](#) et [responsabilité sociale de l'entreprise](#) à l'[IAE Paris](#)<sup>7</sup>.

## Vie privée

En octobre 2018, [Mediapart](#) écrit que [Jean-Luc Mélenchon](#) entretiendrait « une relation extra-professionnelle » avec elle<sup>8</sup>. Elle se trouve en effet chez celui-ci, au moment d'une [perquisition](#) policière le 16 octobre 2018 à 7 h. Celui-ci réagit en parlant « d'agression et d'ignominie » pour qualifier les révélations de [Mediapart](#)<sup>9</sup>. Il déclare également : « Elle n'est pas ma compagne<sup>10</sup>. » De son côté, Sophia Chikirou dément des rumeurs d'une telle relation en avril 2017<sup>11</sup>. Jean-Luc Mélenchon précise ensuite qu'elle n'est pas sa compagne, « au sens fiscal du terme ». Il déclare, en effet, un statut civil de « célibataire » aux impôts<sup>12</sup>.

Le 7 décembre 2018, [Le Point](#) indique que Jean-Luc Mélenchon l'aurait présentée comme sa [compagne](#), lors d'un dîner avec des amis, dès 2011<sup>13</sup>. À la suite de la publication par [Closer](#) de sa liaison avec Sophia Chikirou, Jean-Luc Mélenchon demande en [référé](#) le versement de [dommages et intérêts](#) de la part de [Mondadori](#), qui édite l'hebdomadaire. En août 2019, il est débouté de sa demande<sup>N 1</sup> et condamné à verser 2 500 euros pour frais de procédure<sup>14</sup>.

En 2023, [Le Figaro](#) évoque « un couple politique et conjugal »<sup>15</sup>.

## Parcours politique

### Débuts au Parti socialiste (1997-2006)

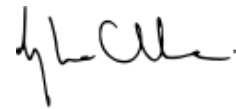
À l'âge de 18 ans, en 1997, Sophia Chikirou adhère au [Parti socialiste](#) (PS)<sup>2,16</sup>. Dans les années 2000, elle est proche de [Caroline Fourest](#) et signe dans [ProChoix](#)<sup>17</sup>. Elle défend des positions [laïques](#) et « cible une *gauche repentante* prête à se compromettre avec les islamistes »<sup>4</sup>.

De 2002 à 2007<sup>18</sup>, elle est [assistante parlementaire](#) du député du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, [Michel Charzat](#)<sup>1</sup>. Elle est, à partir de novembre 2005, porte-parole de [Laurent Fabius](#) dans le cadre de la [campagne de ce dernier pour être investi par les militants socialistes pour l'élection présidentielle de 2007](#)<sup>19</sup>. Elle fait alors la connaissance de [Jean-Luc Mélenchon](#), un autre soutien de Laurent Fabius<sup>1</sup>.

Soutenue par Michel Charzat, qui ne peut pas se représenter du fait des [cumuls des mandats](#), elle est candidate à l'investiture des militants du Parti socialiste pour la 21<sup>e</sup> circonscription de Paris pour les [élections législatives](#)<sup>20</sup>. Après la désignation de [George Pau-Langevin](#), ancienne présidente du [Mouvement](#)

### Biographie

|                          |                                                                                                                                      |
|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Date de naissance</b> | <b>3 juin 1979</b> (46 ans)                                                                                                          |
| <b>Lieu de naissance</b> | <b>Bonneville</b> (France)                                                                                                           |
| <b>Nationalité</b>       | <b>Française</b>                                                                                                                     |
| <b>Parti politique</b>   | <b>PS</b> (1997-2006)<br><b>LGM</b> (2007-2008)<br><b>PG</b> (depuis 2008 <sup>[réf. nécessaire]</sup> )<br><b>LFI</b> (depuis 2016) |
| <b>Diplômée de</b>       | <b>Université Panthéon-Sorbonne</b><br><b>IEP de Grenoble</b><br><b>IAE de Paris</b>                                                 |
| <b>Profession</b>        | <b>Conseillère en communication</b>                                                                                                  |



modifier



contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), justifiée par le Bureau national du Parti socialiste au nom de la représentation à l'[Assemblée nationale](#) des [Antillais](#) vivant en métropole<sup>2</sup>, Michel Charzat se présente en candidat dissident, Sophia Chikirou est sa suppléante. Après une campagne difficile, ils sont battus et exclus du Parti socialiste<sup>21</sup>.

## Passage à la Gauche moderne (2007-2008)

En novembre 2007, elle rejoint le mouvement [La Gauche moderne](#)<sup>2</sup>, fondé par [Jean-Marie Bockel](#), alors secrétaire d'État dans le [deuxième gouvernement Fillon](#), à la suite de l'ouverture à gauche voulue par [Nicolas Sarkozy](#). Elle explique qu'elle « n'adhère pas au programme présidentiel mais soutient la volonté de réforme de Nicolas Sarkozy »<sup>4</sup> et qu'elle avait « compris qu'il [Nicolas Sarkozy] avait gagné le jour où il a parlé d'un ministère de l'Identité nationale. Cette question de l'identité est centrale, il fallait l'affronter »<sup>22</sup>.

Elle tente sans succès d'obtenir le soutien de l'[UMP](#) pour se présenter comme tête de liste de La Gauche moderne aux [élections municipales de 2008](#) et quitte le mouvement en conséquence<sup>23</sup>.

## Ralliement à Jean-Luc Mélenchon (depuis 2008)

### D'assistante parlementaire à directrice de la communication (2008-2019)

À une date inconnue, elle rejoint le [Parti de gauche](#), fondé par [Jean-Luc Mélenchon](#). Selon [L'Obs](#), Sophia Chikirou aurait été brièvement et à deux reprises l'assistante parlementaire de Jean-Luc Mélenchon lui-même, fin 2010, indiquant son adhésion au parti à partir de cette période<sup>24</sup>.

À travers sa société Mediascop, elle assure la communication des campagnes de Jean-Luc Mélenchon lors de l'[élection présidentielle de 2012](#), celle de [élection présidentielle de 2017](#) ainsi que pour la campagne de [Manon Aubry](#) lors des [élections européennes de 2019](#)<sup>25</sup>.



Sophia Chikirou et Manon Aubry à la manifestation du 22 novembre 2025 à Paris contre les violences sexistes, sexuelles et de genre.

### Candidatures à des scrutins électoraux (2019-2022)

Elle se présente à un scrutin lors des [élections régionales](#) en juin 2021, où elle est tête de liste à [Paris](#) pour la liste menée par [Clémentine Autain](#) au niveau régional<sup>26</sup>. Sa liste obtient dans le département 11,74 % des suffrages exprimés et finit en cinquième position<sup>27</sup>. Après la fusion des listes de gauche, elle est figure en troisième position en [Essonne](#) sur la liste unifiée menée par [Julien Bayou](#) et élue conseillère régionale<sup>28</sup>.

Sophia Chikirou se présente aux [élections législatives 2022](#) dans la [sixième circonscription de Paris](#) investie par la [Nouvelle Union populaire écologique et sociale](#)<sup>29</sup>. Cette circonscription couvre une partie du [11<sup>e</sup> arrondissement](#) et [20<sup>e</sup> arrondissement](#) de Paris. Sophia Chikirou est élue députée dès le premier tour le 12 juin avec 53,74 % des suffrages exprimés<sup>30,31</sup>.

Elle est élue à la fois à l'Assemblée nationale et au conseil régional d'Île-de-France alors qu'elle s'était engagée, comme tous les autres élus de son parti, à ne pas cumuler deux mandats. Elle met en avant la nécessité de garder un groupe Insoumis au conseil régional pour justifier ce cumul, lequel disparaîtrait en cas de démission du fait d'un nombre insuffisant d'élus<sup>32, 33</sup>.

## Députée de Paris (depuis 2022)

---

À l'[Assemblée nationale](#), Sophia Chikirou siège à la [Commission des Affaires économiques](#)<sup>34</sup>. Avec le député [Charles Rodwell](#) ([Renaissance](#)), elle est désignée en 2023 rapporteur d'une mission sur les dispositifs de soutien à l'export et l'attractivité économique<sup>35</sup>. Parmi le [groupe La France insoumise](#), Sophia Chikirou est considérée comme fortement influente<sup>23, 36</sup>.

Réinvestie par le [Nouveau Front populaire](#) lors des [élections législatives 2024](#), elle est élue au 1<sup>er</sup> tour avec 58,19%<sup>37</sup>.

En mai 2025, elle participe à la « marche du régiment immortel », un événement organisé à Paris dans sa circonscription pour commémorer la victoire des [Alliés](#) sur le [nazisme](#). Selon [Le Canard enchaîné](#), cette manifestation rassemble principalement des « militants pro-Poutine » portant un discours critique envers l'OTAN et l'Union européenne. Chikirou déclare avoir été invitée par le Conseil francilien du [Mouvement de la paix](#) et justifie sa présence par un hommage aux combattants de la [Seconde Guerre mondiale](#)<sup>38</sup> et [Arrêt sur images](#) révèle que le *Canard enchaîné* a en réalité confondu deux rassemblements distincts à Paris, à des heures différentes et organisé par des groupes différents. L'un des défilés — celui auquel Chikirou a assisté — était organisé par le Mouvement de la Paix, et non par les associations prorusses à l'origine de la marche pro-Poutine<sup>39</sup>. *Le Canard enchaîné* publie un autre article sur le même sujet la semaine suivante reconnaissant l'existence des deux manifestations distinctes, mais dit que les deux manifestations portent le même nom et sont organisées toutes les deux par des associations pro-russes, le Conseil francilien du Mouvement de la paix « reprenant nombre de thèmes de propagande chers au Kremlin »<sup>40</sup>.

Elle déclare en septembre 2025 que « la Chine n'est pas une dictature », mais plutôt « un système politique à parti » moins « unique » que « dominant », en référence au [Parti communiste chinois](#)<sup>41, 42</sup>. En juillet 2025, son rapport parlementaire sur les relations sino-européennes reprend, selon *Le Canard enchaîné*, « complaisamment la plupart des thèses défendues par Pékin ». Pour le sinologue Paul Charon : « Ce rapport est très positif pour les autorités chinoises »<sup>43, 42</sup>, *Le Point* évoquant « un rapport obséquieux envers Pékin »<sup>44</sup>.

## Candidate à la Mairie de Paris

---

Le 14 novembre 2025, elle annonce sa candidature pour la [Mairie de Paris](#) pour les élections municipales de mars 2026<sup>45</sup>, soutenue par la [France insoumise](#)<sup>46</sup> malgré sa mise en examen et son procès prévu en mai suivant<sup>47</sup>. Autour du slogan est « Le Nouveau Paris Populaire », elle axe sa campagne sur la baisse du prix du logement dans la capitale et la création d'un « service d'éducation communal » pour renforcer la politique scolaire et périscolaire de la Ville de Paris<sup>48, 47</sup>.

## Fondatrice et dirigeante de Mediascop

---

En 2013, Sophia Chikirou et l'agence Mediascop s'impliquent au titre d'action militante<sup>49</sup> dans la communication de l'ancien trader [Jérôme Kerviel](#)<sup>49, 21</sup>.

En 2014, elle participe à des campagnes politiques en particulier en [Équateur](#)<sup>1</sup> où elle suit une campagne du gouvernement contre la compagnie pétrolière américaine [Chevron](#) accusée de [pollution](#) dans la [forêt amazonienne](#). [Jean-Luc Mélenchon](#) se rend aussi en Équateur pour suivre cette campagne internationale<sup>21</sup>.

Au printemps 2016, elle observe sur le terrain la campagne de [Bernie Sanders](#) pour les [primaires présidentielles du Parti démocrate américain](#)<sup>50</sup>. Elle en retient la stratégie de contournement des [médias traditionnels](#) en développant la communication sur les [réseaux sociaux](#), thème repris lors de la [campagne présidentielle](#) de Jean-Luc Mélenchon dont elle est directrice de la communication. Elle initie la création du site Internet du candidat, *L'Avenir en commun*<sup>51, 52</sup>.

Selon [Le Monde](#), ces déplacements à l'étranger sont financés avec un contrat de 14 000 euros signé entre Mediascop et le député européen [Jean-Luc Mélenchon](#), payés sur son enveloppe parlementaire. De plus, deux virements pour un total de 12 900 euros sont versés sur les comptes de Sophia Chikirou et de Mediascop par l'association *Politique à gauche* qui a pour objectif « la promotion et diffusion par tous les moyens des idées (...) de Jean-Luc Mélenchon ». Le premier virement de 8 400 [euros](#) est demandé par Jean-Luc Mélenchon afin de pallier le retard du versement des fonds issus de son enveloppe parlementaire. En 2023, cette avance de trésorerie n'est pas remboursée. Le deuxième virement de 4 500 [euros](#), sur le compte de madame Chikirou, devait permettre la rédaction d'un livre sur la campagne de [Bernie Sanders](#) aux États-Unis, le projet est abandonné mais sans remboursement de cette somme à la date de septembre 2023<sup>23</sup>.

## Le Média

---

Article détaillé : [Le Média](#).

---

Sophia Chikirou fonde, avec Sébastien Vilgrain, Henri Poulain et [Gérard Miller](#), [Le Média](#)<sup>53</sup>, média en ligne dit « [alternatif](#) »<sup>54</sup>, consistant notamment en la création et la diffusion d'un [journal télévisé](#), lancé le 15 janvier 2018. Après six mois de présidence, elle démissionne pour redevenir conseillère communication de Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne des [élections européennes de 2019](#)<sup>55</sup>, dans une mission de contact permanent avec le mouvement politique espagnol [Podemos](#) et garantir ainsi « l'indépendance » de la rédaction<sup>56</sup>. Pour [Aude Lancelin](#), nouvelle responsable du Média depuis le 10 juillet 2018, Sophia Chikirou « a été chassée par les salariés », qui ne supportaient plus son *management* brutal<sup>57</sup>.

La présidence de Sophia Chikirou a fait l'objet de nombreuses critiques en interne au niveau de la gouvernance et de la gestion financière. Sophia Chikirou est favorable à un modèle économique avec une « diversification » des revenus notamment l'insertion de [publicités](#) d'annonceurs sélectionnés. Cette

stratégie suscite des réticences de certains journalistes, notamment Aude Lancelin<sup>56</sup>. Sophia Chikirou reste alors néanmoins présidente de la société de production audiovisuelle du site *Le Média*<sup>58</sup>.

Depuis son premier journal télévisé, *Le Média* a été marqué par plusieurs départs<sup>59</sup> notamment en raison de désaccords sur le traitement du [conflit syrien](#)<sup>56</sup>.

## Intervenante sur BFM TV

---

En juillet 2019, [BFM TV](#) annonce que Sophia Chikirou interviendra une fois par semaine dans l'émission *19H Ruth Elkrief* pour débattre pendant 12 min au nom de [La France insoumise](#) face à [Alain Duhamel](#), comme d'autres personnalités telles qu'[Aurélie Filippetti](#) et [Natacha Polony](#)<sup>60</sup>. Contrairement à ce qui est annoncé par *L'Obs*<sup>61</sup>, [Marc-Olivier Fogiel](#), directeur de la chaîne d'info, précise qu'elle ne sera ni éditorialiste ni chroniqueuse. Elle ne sera pas salariée et aucune rémunération n'est prévue à ce stade<sup>62</sup>.

## Polémiques

---

### Harcèlement moral au sein du Parti de gauche

---

En février 2017, la militante féministe [Fatima Benomar](#) publie un témoignage sur son blog<sup>63</sup> mettant en cause Sophia Chikirou dans une campagne de harcèlement moral interne au sein du [Parti de gauche](#), dont elle réitère la dénonciation le 22 mai 2022 sur [France Culture](#), dans l'émission *Signes des temps*<sup>64</sup> de [Marc Weitzmann](#).

En septembre 2022, le magazine [Marianne](#) évoque l'affaire Benomar dans un article de [Laurent Valdigué](#) :

« En témoigne l'épisode raconté dans un long article de blog par une militante féministe, Fatima Benomar. Lors de la campagne de 2012, brusquement et sans raison, celle-ci se retrouve exclue des actions militantes du parti. [...] En 2015, alors que Fatima Benomar écrit un long mail à l'équipe de campagne pour protester, Sophia Chikirou lui répond par un message cinglant : "Pauvre fille... ne t'avise plus de m'écrire. Servir d'objet sexuel ne te donne aucun droit"<sup>65</sup>. »

### Méthodes managériales au sein du site *Le Média*

---

En février 2018, la journaliste limogée [Aude Rossigneux](#) accuse *Le Média* d'une éviction et d'un management brutal<sup>66, 67, 68</sup>.

En juillet 2018, un article de [Mediapart](#) décrit une situation de crise au *Média*, où une pétition se montait contre Sophia Chikirou, avant qu'elle démissionne, dénonçant ses méthodes managériales et son [autoritarisme](#)<sup>69, 70</sup>.

Un reportage du magazine [Complément d'enquête](#) du 5 octobre 2023<sup>N 2</sup> relate ses propos de 2018 contre des journalistes du *Média*, qu'elle avait traités de « tafiotes de merde »<sup>72</sup>. L'association [SOS homophobie](#)

déclare le 3 octobre : « Si ces propos sont confirmés, ils doivent être condamnés avec clarté au plus haut niveau du parti politique de Sophia Chikirou et des sanctions fermes doivent être décidées »<sup>73</sup>.

## Partage d'un hommage au chef du Hamas

---

En août 2024, plusieurs députés du [Parti socialiste](#) reprochent à Chikirou d'avoir partagé sur son compte [Instagram](#) personnel un hommage à [Ismaël Haniyeh](#), le chef du [Hamas](#) tué à [Téhéran](#). L'[Union des étudiants juifs de France](#) annonce porter plainte pour apologie du terrorisme<sup>74</sup>. Sophia Chikirou réfute ces accusations, dénonce l'[attaque du 7 octobre 2023](#) et indique : « Je ne soutiens pas le Hamas, ni sa branche politique élue à Gaza dont je ne partage en rien le projet islamiste »<sup>75</sup>.

## Affaires judiciaires

---

**Cette section est liée à une ou plusieurs [affaires judiciaires en cours](#).**

 Le texte peut changer fréquemment, n'est peut-être pas à jour et peut manquer de recul. [N'hésitez pas](#) à participer à l'écriture de synthèse de manière neutre et objective, en [citant vos sources](#). N'oubliez pas que, dans nombre de systèmes judiciaires, toute [personne physique](#) ou [morale](#) est [présumée innocente](#) tant que sa culpabilité n'a pas été légalement établie.

---

## Procès pour escroquerie *Affaire Le Média*

---

En 2018, juste avant son départ du [Média](#), Sophia Chikirou a procédé à deux paiements, pour plus de 130 000 euros, à sa propre société, Médiascop, révèle [Mediapart](#), information reprise dans un article du [Point](#)<sup>76</sup>. Le premier chèque, de 64 119,61 euros, aurait été honoré par la banque, mais le virement suivant a été bloqué<sup>77</sup>. Selon *Le Monde*, un accord entre Le Média et Sophia Chikirou annule sa réclamation concernant le paiement de la deuxième facture, en échange de l'absence de contestation de la première<sup>23</sup>, mais cet accord est sans effet sur la procédure pénale<sup>78</sup>.

Selon *Mediapart* : « Via sa société Mediascop, dont elle est l'unique actionnaire, la consultante Sophia Chikirou donnait des conseils à la présidente Sophia Chikirou »<sup>79</sup>. Des salariés anonymes du Média accusent Sophia Chikirou de facturer des « prestations sans réalité », et la nouvelle direction du Média, composée de [Gérard Miller](#), Henri Poulain et [Aude Lancelin](#), lui reproche de s'être rémunérée, alors qu'elle se présentait comme [bénévole](#). Face aux accusations de malversation, Sophia Chikirou se défend en affirmant qu'elle était bénévole, en tant que présidente du Média, mais rémunérée comme [conseil en stratégie](#). Elle affirme que les accusations contre elle sont de la « calomnie pure » et annonce porter l'affaire devant le [tribunal de grande instance](#) et demander un [audit](#) pour prouver sa bonne gestion<sup>80,81</sup>.

Selon *Mediapart* et [Radio France](#), la direction du Média a déposé le 25 octobre 2018 deux [plaintes contre X](#) pour vol de matériel et de documents administratifs et financiers au sein de ses locaux, à [Montreuil](#). D'après *Mediapart*, « même s'il s'agit de deux plaintes contre X, les éléments du dossier visent Sophia Chikirou »<sup>82,83,23</sup>. Un procès pour escroquerie est prévu le 12 mai 2026 au [tribunal judiciaire](#) de Paris<sup>84,85,86</sup>.

En 2017, la société *Mediascop*, dirigée par Sophia Chikirou est prestataire de services pour la communication de l'équipe de campagne de Jean-Luc Mélenchon. Le 14 mars 2018 La [Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques](#) mentionne que 54 600 euros auraient été indûment payés dans le cadre de cette campagne électorale et en envoi un signalement au [parquet de Paris](#)<sup>87, 88, 89</sup>. En septembre 2018, [François Molins](#), [procureur](#) de Paris, indique que suite à l'ouverture d'une enquête : « les surfacturations dénoncées tendent à faire sérieusement suspecter l'existence de manœuvres délibérées destinées à tromper l'organe de contrôle aux fins d'obtenir des remboursements sans cause »<sup>90</sup>.

Le 16 octobre 2018, dans le cadre de l'enquête préliminaire sur les comptes de campagne de 2017 du candidat Jean-Luc Mélenchon, une [perquisition](#) est menée par l'[Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales](#), au domicile de Sophia Chikirou<sup>91</sup>. Le 19 octobre, elle est interrogée, dans le cadre d'une audition libre, par les enquêteurs<sup>91</sup>, pour « [escroquerie](#), [abus de confiance](#), infraction à la législation des campagnes électorales et [travail dissimulé](#) »<sup>92</sup>.

Le 19 octobre 2018, une investigation de [Radio France](#) relève des « facturations étonnamment élevées » de la part de la société Mediascop pour ses prestations lors de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. Alors que les salaires des membres du *staff* du candidat se situaient entre 1 500 et 3 000 euros mensuels, Sophia Chikirou facturait 10 000 euros mensuels, en tant que directrice de la communication de la campagne. En plus de ces honoraires, [Radio France](#) soutient qu'elle aurait facturé de nombreuses petites prestations à des tarifs plus élevés que la moyenne, portant, sur l'ensemble des huit mois de campagne, sa facturation mensuelle autour de 15 000 euros. L'avocat de Sophia Chikirou affirme que « toutes les accusations portées contre Mediascop et madame Chikirou sont fausses »<sup>93</sup>.

Le 23 octobre 2018, Sophia Chikirou se défend sur [BFM-TV](#) lors d'une interview : « il n'y a pas eu de surfacturation, Mediascop n'a pas surfacturé, il n'y a pas d'enrichissement personnel, il n'y a pas eu de détournement de fonds publics »<sup>94</sup>. Cependant, la cellule investigation de Radio France maintient ses affirmations de surfacturation<sup>52</sup>.

Un rapport d'expertise rendu aux juges d'instruction conclut que la rentabilité de la société Mediascop a bénéficié de façon exagérée de [la campagne présidentielle de 2017](#), en livrant des prestations de communication d'un montant total de 1 161 000 € à l'association de financement de la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Sophia Chikirou s'est versé plus de 135 000 € de salaires et dividendes. Bercy mentionne aussi que Sophia Chikirou a perçu 28 200 € de Jean-Luc Mélenchon, et a déposé 17 850 € en espèces sur son compte bancaire<sup>95, 96, 97</sup>.

En septembre 2024, elle est [mise en examen](#) pour « [escroquerie](#) aggravée » et « [abus de biens sociaux](#) »<sup>98, 99, 100</sup>.

Élections législatives

| Année | Parti | Circonscription         | 1 <sup>er</sup> tour |       |                 | Issue |
|-------|-------|-------------------------|----------------------|-------|-----------------|-------|
|       |       |                         | Voix                 | %     | Rang            |       |
| 2022  | LFI   | 6 <sup>e</sup> de Paris | 24 155               | 53,74 | 1 <sup>re</sup> | Élue  |
| 2024  |       |                         | 34 329               | 58,19 | 1 <sup>re</sup> | Élue  |

Élections municipales

Les résultats ci-dessous concernent uniquement les élections où elle est tête de liste

| Année               | Liste               | Commune        | 1 <sup>er</sup> tour |       |                | 2 <sup>d</sup> tour |   |      | Sièges obtenus |      |
|---------------------|---------------------|----------------|----------------------|-------|----------------|---------------------|---|------|----------------|------|
|                     |                     |                | Voix                 | %     | Rang           | Voix                | % | Rang | CP             | MGP  |
| 2026 <sup>101</sup> | LFI-<br>LÉ<br>diss. | Ville de Paris | 95 551               | 11,72 | 3 <sup>e</sup> |                     |   |      | / 163          | / 60 |

Publication

- *Ma France laïque*, Paris, [Éditions de La Martinière](#), 2007, 230 p. (ISBN 978-2-84675-202-2)

Filmographie

*Lawfare : le cas Mélenchon* (documentaire), coréalisé avec Jean-Marie Vaude, 2019<sup>102</sup>.

Notes et références

Notes

- ↑ Le juge indique dans l'ordonnance de référé du 28 août 2019 : « L'évocation par l'article et les clichés publiés d'une relation sentimentale réelle ou supposée entretenue dans ces circonstances d'actualité judiciaire […] est […] susceptible de contribuer à un débat d'intérêt général dont il est légitime d'informer le public »<sup>14</sup>
- ↑ Le magazine *Complément d'enquête* du 5 octobre 2023 est vu par 1 100 000 spectateurs avec 14,4% de part d'audience<sup>71</sup>.

Références

- ↑ a b c et d

« Qui est Sophia Chikirou, la directrice de campagne de Jean-Luc Mélenchon ?  [archive] », *Sud Ouest*,‎ 20 octobre 2018 (consulté le 20 octobre 2024)

↑ a b c et d

Anna Borrel, « Sophia Chikirou, élue PS passée de la diversité à la dissidence » [archive du 17 décembre 2007]  [html], sur *Marianne*, 17 décembre 2007 (consulté le 14 mars 2026)

3. ↑ Antoine Chandellier, « [Sophia Chikirou : l'égérie de l'insoumis](#) [archive] », sur *Le Dauphiné libéré*, 2 juin 2017 (consulté le 30 avril 2020).
4. ↑ <sup>a</sup> <sup>b</sup> et <sup>c</sup> Remy Dodet, « ["Insoumise", laïque, ex-sarkozyste… 10 choses à savoir sur Sophia Chikirou](#) [archive] », *Le Nouvel Obs*, 22 octobre 2017 (consulté le 25 août 2018) : « La fille de parents algériens qu'elle est cible aussi une "gauche repentante" prête à se compromettre avec les islamistes ».
5. ↑ Rachid Laïreche, « [Sophia Chikirou tient la distance](#) [archive] », sur *liberation.fr*, 22 septembre 2017 (consulté le 25 août 2018).  
« Évoque son père, ouvrier à la retraite, qui passe du bon temps à Béjaïa, en Algérie. »
6. ↑ « [Sophia Chikirou, l'atout caché de Jean-Luc Mélenchon](#) [archive] », sur *lejdd.fr*, 30 octobre 2016 (consulté le 25 août 2018).  
« La vie de ses parents nés en Algérie, le syndicalisme de son père militant à la CGT, ses études à Sciences Po Grenoble puis la Sorbonne. »
7. ↑ Juliet F, « [Sophia Chikirou : quelles sont ses origines ?](#) [archive] », sur *Closer*, 23 février 2026 (consulté le 14 mars 2026)
8. ↑ Fabrice Arfi, Michel Deléan et Antton Rouget, « [Les premières découvertes des perquisitions](#)

## Annexes

### Bibliographie

- 6Medias, « [Sophia Chikirou, l'atout com de Jean-Luc Mélenchon](#) [archive] », sur *Le Point*, 30 octobre 2016
- Djaffar Benmesbah, « [Sophia Chikirou : L'enfant terrible du 20e](#) », Kabyles.net, 25 février 2007 (version du 20 février 2008 sur *Internet Archive*)
- Martin Choteau, « Jean-Luc Mélenchon et Sophia Chikirou “en osmose” : comment la jeune femme a transformé le candidat à la présidentielle », *Gala*, 6 avril 2017 (lire en ligne [archive])
- Rachid Laïreche, « Sophia Chikirou, la franche insoumise », *Libération*, 17 mars 2017 (lire en ligne [archive])
- Émilie Lanez, « Sophia Chikirou : la métamorphose de Mélenchon, c'est elle ! », *Le Point*, 8 avril 2017 (lire en ligne [archive])
- Virginie Le Guay, « Mélenchon. Sophia Chikirou, la femme de l'ombre », *Paris Match*, 20 avril 2012 (lire en ligne [archive])
- Sylvie Lotiron, « Portrait Sophia Chikirou : qui est la bonne fée de Jean-Luc Mélenchon ? », *VSD*, 20 janvier 2017 (lire en ligne [archive])
- Clément Parrot, « Cyberstratège, Sanders et brouille au PS : qui est Sophia Chikirou, la communicante qui souffle à l'oreille de Mélenchon ? », *France Info*, 13 avril 2017 (lire en ligne [archive])
- Caroline Petit, « Sophia Chikirou, l'atout com' de Mélenchon », *Paris Match*, 15 mars 2017 (lire en ligne [archive])
- Sophie de Ravinel, « Sophia Chikirou, la muse de Jean-Luc Mélenchon », *Le Figaro*, 11 avril 2017 (lire en ligne [archive])

Sur les autres projets Wikimedia :

*[Sophia Chikirou](#)*, sur Wikimedia Commons

*[Sophia Chikirou](#)*, sur Wikinews

- Sophie de Ravinel, « Le comportement de la députée Sophia Chikirou bouscule le mouvement des Insoumis », *Le Figaro*, 05/10/2023. (Lire en ligne [archive])

## Documentaire

- Sophia Chikirou, la dame de piques des insoumis [archive], Complément d'enquête du 5 octobre 2023 sur France Télévisions.

## Liens externes

- Site officiel [archive]
- Ressources relatives à la vie publique  : Assemblée nationale  · Haute Autorité pour la transparence de la vie publique  · Base Sycomore
- Ressources relatives à l'audiovisuel  : Allociné  · IMDb
- Ressource relative à plusieurs domaines  : Radio France
- Notices d'autorité  : VIAF  · ISNI  · BnF (données ) · IdRef  · LCCN  · GND

|                                 |                                |                         |
|---------------------------------|--------------------------------|-------------------------|
| <span>v</span> · <span>m</span> | <b>Parlementaires de Paris</b> | <span>[afficher]</span> |
| <span>v</span> · <span>m</span> | <b>La France insoumise</b>     | <span>[afficher]</span> |

 **Portail de la politique française**

 **Portail des médias**

 **Portail de Paris**

Catégories : Affaire judiciaire en cours | Femme politique française

Personnalité de la Gauche moderne | Personnalité du Parti de gauche (France)

Personnalité du Parti socialiste (France) | Élève de l'Institut d'études politiques de Grenoble

Étudiant de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne | Élève d'un IAE | Naissance en juin 1979

Naissance à Bonneville (Haute-Savoie) | Député membre de La France insoumise

Député de la XVIe législature de la Ve République | Député de Paris

Député de la XVIIe législature de la Ve République

Membre ou apparenté du groupe La France insoumise | Collaborateur parlementaire en France [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 17 mars 2026 à 08:25.

**Droit d'auteur** : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.